


PONT DE VUE DE CHARLES GAVE *

A l'origine de tous ces désastres, un seul élément : l'euro, dernière grande construction technocratique du ^{XX}e siècle finissant.

Après le printemps arabe, l'été européen ?

Nous venons d'avoir dans les pays arabes une série de révoltes et de révolutions qui ont amené à des changements politiques que la plupart des experts considéraient il y a encore quelques mois comme invincibles. A l'origine de ces bouleversements une réalité toute simple : les pays en question étaient gérés en dépit du bon sens, au profit exclusif d'une caste de profiteurs toujours très proches du pouvoir, les élections étaient une farce, les jeunes malgré des études parfois fort longues ne trouvaient aucun travail, l'économie était écrasée par le poids des fonctionnaires (45 % en Egypte, par exemple), le niveau de vie s'écroulait avec le prix des matières premières qui s'envolait, l'endettement tant intérieur qu'extérieur ne faisait que monter, non pas pour payer des dépenses d'investissement mais pour régler les dépenses de fonctionnement... Bref, pour tous ceux qui ont 20 ans aujourd'hui dans ces pays-là, le futur apparaissait bouché, et la solution était de se retrouver dans la rue pour organiser un énorme monôme et demander le départ des dirigeants incompétents. Ici ou là, ils y réussirent et il reste bien sûr à espérer que les nouveaux dirigeants ne vont pas être pires que ceux qui viennent d'être chassés du pouvoir.

Place à l'Europe de l'Euroland. Qu'y voyons-nous ? A Madrid, à Athènes, à Lisbonne, des foules gigantesques défilent dans les rues pour manifester contre la baisse de leur niveau de vie. En Espagne, le taux de chômage des moins de 30 ans dépasse 40 %. En Irlande, en Espagne ou en Grèce, les jeunes s'exilent. L'endettement des Etats atteint des niveaux

Chaque fois qu'une institution dont le but annoncé est de réduire ma liberté disparaît, je me réjouis et j'achète des actions

cataclysmiques et trois pays européens sont en faillite déclarée, le FMI ou l'Allemagne leur dictant la politique économique qu'ils doivent suivre. Ils ont donc perdu toute souveraineté. Nous voyons des systèmes bancaires à la dérive dans ces mêmes pays, mais aussi dans d'autres qui essaient de faire croire qu'ils sont à l'abri. Si l'Allemagne a accumulé 1.000 milliards d'euros d'excédents commerciaux en suivant depuis dix ans une politique stupidement mercantiliste, eh bien cela veut dire que les banques allemandes ont 1.000 milliards de papiers émis par les Grecs, les Irlandais, les Espagnols, les Français ou les Italiens dans leurs bilans. Qui préférez-vous être ? Le consommateur grec qui a une Mercedes ou la banque qui détient la promesse de payer du client ? Le système bancaire allemand a 450 milliards de fonds propres pour 10.000 milliards de prêts bancaires, soit un coefficient de réserves de 4,5 %, alors que le minimum d'après Bâle II devrait être de 8 %. Et ainsi de suite... Nous voyons une Banque centrale européenne en quasi-faillite puisque son bilan est chargé de papiers qui ne valent pas grand-chose. Un exemple entre mille : la BCE détient 70 milliards d'obligations grecques achetées à l'émission (c'est-à-dire à 100) et qui valent au mieux 50, ce qui se traduit par une perte de 35 milliards d'euros alors que son capital n'est que de 10 milliards.

A l'origine de tous ces désastres, un élément et un seul : ce monstre financier qu'est l'euro, dernière grande construction technocratique du vingtième siècle finissant. Cette devise, qui était censée amener à la convergence des économies, à la résorption des déficits budgétaires, à une harmonie européenne parfaite, nous a exactement amenés aux résultats inverses de ceux qui étaient annoncés par ses thuriféraires. La fin de l'euro qui se profile est donc une extraordinaire bonne nouvelle. Chaque fois qu'une institution dont le but annoncé est de réduire ma liberté disparaît, je me réjouis et j'achète des actions. Je prends donc un pari : si l'euro venait à disparaître, ce qui paraît de plus en plus probable, les marchés des actions baisseraient pendant quinze jours et monteraient pendant quinze ans, ce qui n'aurait rien d'étonnant puisque les actions « sous-performent » les obligations depuis la création de l'euro.

Un point pour conclure : je refuse depuis des années d'acheter des financières européennes et tout ce qui de près ou de loin dépend des Etats en Europe, car nous arrivons à la fin non seulement de l'euro mais de ce que j'ai appelé le « social clientélisme ». Aujourd'hui les banques sont devenues des machines à financer les déficits budgétaires et donc je n'y touche pas.

* charlesgave@gmail.com